

Économies pour les conseils scolaires de l'Ontario

*Bien que le premier trimestre de 2015 ait été très occupé, seules quelques décisions nouvelles ont été rendues. Celle qui a le plus d'impact concerne les tarifs de distribution de Hydro One – une décision peu satisfaisante, malgré l'économie importante qu'elle a permis d'obtenir. Les économies réalisées pendant ce trimestre, compte tenu de quelques autres gains de moindre envergure, totalisent **2,0 M\$** (millions de dollars).*

Au cours du prochain trimestre, il est probable que la Commission de l'énergie rendra une décision dans le dossier de Toronto Hydro, et elle le fera peut-être dans le dossier de Powerstream. D'autres demandes importantes concernant les tarifs de distribution d'électricité sont à l'étude ou seront soumises sous peu. En outre, Ontario Power Generation cherche à faire payer aux écoles 17,5 M\$ de plus sur une période de 18 mois, et elle doit faire approuver en 2016 de nouveaux tarifs qui prévoient sans doute d'autres hausses importantes.

AFFAIRES COURANTES – GAZ NATUREL

Réaménagement des tarifs d'Union Gas. L'expert retenu par Union Gas afin d'examiner la structure tarifaire et la répartition des coûts pour les clients de taille moyenne a conclu que tous les changements possibles de la structure tarifaire entraîneraient des hausses de tarifs pour ces clients. Nous avons pris une part active à l'examen du travail de cet expert. Un rapport final, qui recommandera probablement de maintenir la structure actuelle, est prévu pour la fin d'avril.

Programmes d'économies d'énergie. Enbridge et Union Gas avaient jusqu'au 1^{er} avril 2015 pour soumettre à la Commission de l'énergie leurs plans d'économies d'énergie pour une durée de 6 ans. Enbridge, avec notre appui et celui d'autres groupes de clients, a demandé un report de cette échéance afin de travailler en collaboration avec ses intervenants. Toutefois, cette demande a été rejetée, et les deux entreprises ont soumis leurs plans dans le délai prévu.

Tous les détails ne sont pas encore arrêtés – et certains seront sans doute contestés –, mais les propositions actuelles prévoient un budget combiné d'environ 850 M\$ sur 6 ans, y compris l'élément relatif aux profits des actionnaires. C'est beaucoup plus que le montant d'un peu plus de 500 M\$ que prévoit le cadre actuel. D'après des estimations préliminaires, la partie de ces coûts que devront assumer les écoles dépasse les 20 M\$, soit un peu moins de 5 000 \$ par école.

Ces plans devraient faire l'objet d'un examen complet, l'échange de renseignements se déroulant au printemps et à l'été, et les audiences débutant en septembre. Nous continuerons de nous concentrer sur la relation entre les coûts supportés par les écoles et les avantages que ces programmes d'économies devraient leur procurer.

AFFAIRES COURANTES – ÉLECTRICITÉ

Hydro One – Tarifs de distribution – 2015-2019.

Hydro One, la plus grande entreprise de distribution d'électricité de la province, qui dessert environ 1 100 écoles, proposait des hausses de tarifs sur 5 ans qui, une fois tous les calculs effectués, auraient totalisé plus de 26 M\$ pour les écoles, soit une augmentation totale de 88,3 %. Nous nous sommes vivement opposés à ces hausses. Dans la décision qu'elle a rendue en mars, la Commission de l'énergie s'est montrée très critique envers Hydro One, se disant en accord avec le point de vue que nous avons exprimé avec d'autres intervenants.

Toutefois, après des pages de critiques, la Commission de l'énergie, inexplicablement, a approuvé la plupart des hausses proposées pour les trois premières années. Ces hausses totalisent 10,0 M\$, comparativement aux 11,7 M\$ proposés par Hydro One. En conséquence, les écoles ont économisé **1,7 M\$** sur 3 ans, soit environ 15 % de la hausse proposée, mais elles devront quand même payer en moyenne 4 000 \$ de plus par année pendant cette période.

La Commission a ordonné à Hydro One de lui présenter une meilleure demande pour la période à compter de 2018.

Toronto Hydro – Tarifs de distribution – 2015-2019.

Le plan quinquennal de tarification de Toronto Hydro a fait l'objet d'audiences vivement contestées en février. Pendant 10 jours, Toronto Hydro a mis l'accent sur son programme d'immobilisations de 2,5 milliards de dollars et a tenté de minimiser les données comparatives montrant que son rendement est très mauvais. L'économiste de Toronto Hydro prétendait que les coûts de l'entreprise dépassaient de seulement 10 % les coûts d'une entreprise semblable, tandis que l'expert indépendant engagé par la Commission chiffrait le dépassement à 47 %.

Au total, la hausse de tarifs demandée, qui est d'un peu moins de 50 % sur 5 ans (soit environ 1 milliard de dollars), ferait monter les factures des écoles de Toronto de plus de 10 M\$ sur cette période.

Dans notre long exposé final, nous avons proposé que la Commission approuve des hausses plus modestes (totalisant 16,5 % au lieu de 50 %), ce qui représenterait pour les écoles une augmentation d'environ 3 M\$ pour la période visée. D'autres groupes de clients ont appuyé notre position.

La Commission de l'énergie est devant un dilemme : comment refuser d'approuver un grand programme de renouvellement d'infrastructures, alors qu'il est nécessaire pour maîtriser les coûts et les tarifs? Même s'il est clair que cette décision la déchire, la Commission devrait se prononcer sur cette demande d'ici juillet.

Powerstream - Tarifs de distribution - 2016-2020.

Cette entreprise, qui dessert Richmond Hill, Vaughan, Markham, Aurora et Barrie, a communiqué avec nous et d'autres groupes de clients afin de négocier ses hausses de tarifs pour la période de 2016 à 2020. Pour une école typique, sa proposition initiale ferait monter les frais de distribution d'environ 37 % sur 5 ans (soit de quelque 2 000 \$ par école). La hausse cumulative pour les 350 écoles desservies par Powerstream serait de 2,6 M\$ sur cette période.

Bien que Powerstream soit une entreprise généralement bien gérée dont les coûts sont raisonnables, nous allons insister pour obtenir des hausses moins importantes pendant les négociations. S'il y a un règlement négocié, il devrait être conclu d'ici juin; sinon, des audiences auront lieu au plus tard à la fin de l'année.

Oshawa Hydro - Tarifs de distribution - 2015-2019.

Oshawa Hydro, à l'instar de Hydro One, Toronto Hydro et Horizon Utilities, a déposé un plan tarifaire quinquennal qui ferait augmenter de plus de 43 % sur 5 ans les tarifs des 68 écoles de la ville. En 2019, les tarifs auraient ainsi augmenté de 150 000 \$ par année.

Comme nous le faisons pour tous les plans quinquennaux, nous allons prendre une part active à l'examen de cette demande, pour veiller à ce que les hausses - s'il doit y en avoir - ne dépassent pas ce qui est absolument nécessaire. Une audience est prévue pour juillet, et la Commission devrait rendre sa décision au plus tard en octobre.

Autres tarifs de distribution - 2015 et années suivantes.

Les économies découlant de règlements avec d'autres petites entreprises de distribution totalisent 260 000 \$.

Ontario Power Generation (OPG) - Soldes de comptes de report. Juste après avoir essuyé une sévère réprimande concernant la demande d'approbation de ses tarifs pour

2014-2015, OPG vient de demander à la Commission de l'énergie l'autorisation de recouvrer auprès de ses clients une somme totale de 1,3 milliard de dollars inscrite dans des comptes de report. Cette mesure, qui serait appliquée sur 18 mois à compter de juillet, ferait augmenter la facture totale des écoles d'environ 17,5 M\$, soit environ 200 \$ par mois et par école.

La demande, de même que les règles régissant les comptes de report et leur recouvrement, est de nature très technique et ne laisse guère de place au jugement ou à la discrétion de la Commission. Cependant, comme nous l'avons fait dans le passé, nous allons chercher à réduire le plus possible l'impact immédiat de cette mesure sur les écoles.

OPG - Appels - Tarifs de production - 2014-2015.

Comme prévu, OPG a demandé la révision de la décision rendue par la Commission de l'énergie en décembre 2014, en ce qui concerne deux questions particulières (le tunnel de Niagara et les taxes). À l'audience tenue en mars, nous avons été les leaders de l'opposition aux changements proposés. Une décision est attendue en mai.

Parallèlement, le Syndicat des travailleurs et travailleuses du secteur énergétique s'est adressé une fois de plus aux tribunaux pour contester la décision de la Commission de l'énergie qui a réduit le recouvrement des coûts liés à la rémunération. Comme la Cour suprême du Canada doit se prononcer sur cette question au cours des prochains mois, sa décision scellera probablement l'issue de ce dernier appel.

Privatisation de Hydro One. Selon ce que rapportent de nombreux médias, le gouvernement provincial songerait à privatiser Hydro One, au moins en partie.

Nous savons que des discussions ont eu lieu entre PowerStream, Enersource et Horizon Utilities au sujet d'une éventuelle fusion de ces trois entreprises avec Hydro One Brampton. Si cela se produisait, la nouvelle entreprise desservirait plus de 900 000 clients et près de 1 000 écoles, ce qui en ferait la deuxième plus grande entreprise de distribution d'électricité de la province.

Une telle fusion ferait habituellement l'objet d'audiences publiques. Nous suivons la situation de près, et nous participerons pleinement à toutes les audiences publiques portant sur cette opération ou sur d'autres transactions concernant Hydro One.

Jay Shepherd
Avocat de la Coalition pour l'énergie des écoles

Des questions?

Communiquez avec Wayne McNally (wmcnally@opsba.org)
ou Jay Shepherd (jay.shepherd@canadianenergylawyers.com)

En guise de conclusion,

La CSEO est représentée par Jay Shepherd, qui est régulièrement en consultation avec moi-même et Wayne McNally, qui est conseiller auprès du conseil d'administration de la CSEO. Il est essentiel de signaler que la Coalition de l'énergie des écoles, au nom de la CSEO, est un intervenant respecté auprès de la Commission de l'énergie de l'Ontario.

Notre travail permet à tous les conseils scolaires de l'Ontario de réaliser d'importantes économies au chapitre des coûts de l'énergie, et il vous aide donc à établir vos budgets.

Le directeur général,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Don Drone', with a long horizontal flourish extending to the right.

Don Drone

Bureau de Toronto : 416-340-2540

Cellulaire : 519-837-7719

Courriel : ddrone@oesc-cseo.org